



**Discours prononcé par
Monsieur Joachim Gauck,
Président de la République fédérale d'Allemagne,
lors du dîner d'État offert
à l'occasion de sa visite d'État en France
au Palais de l'Élysée à Paris,
le mardi 3 septembre 2013**

Il y a 58 ans exactement, pendant l'été 1955, un jeune homme de 15 ans originaire de l'est de l'Allemagne parcourait Paris, s'émerveillant de découvrir ce qui pour beaucoup d'autres à cette époque n'était qu'un rêve: le métro, les halles et leurs abondants étalages, mais aussi la vitalité et la liberté que respiraient la ville et ses habitants ! Et l'Arc de Triomphe, la Tour Eiffel, Notre-Dame et les Champs-Élysées ! Il est plus que probable que ce jeune homme soit également passé devant le Palais de l'Élysée où nous sommes réunis aujourd'hui. Vous devinez de qui je veux parler.

Si je rappelle ces souvenirs, c'est parce que la France sera toujours pour moi quelque chose de particulier. C'est le pays de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le pays dont les habitants sont montés sur les barricades au nom de la liberté, le pays dont la devise « liberté, égalité, fraternité » fonde notre vivre-ensemble en Europe et continue d'inspirer, dans de nombreuses régions du monde, tous ceux qui rêvent de démocratie et de participation.

Cette formule magique, comme le disait Ernest Renan, a trouvé sa place à juste titre dans le deuxième volume des «Europäische Erinnerungsorte», un recueil de textes sur les lieux, les grandes figures, les termes et notions, les mythes et les institutions qui cristallisent la mémoire collective des Européens. Nos deux pays connaissent et partagent eux aussi ces lieux de mémoire: Ludwigsburg et le discours de Charles de Gaulle, Reims et l'étreinte de Charles de Gaulle et de Konrad Adenauer, Verdun et

François Mitterrand main dans la main avec Helmut Kohl devant l'ossuaire de Douaumont.

Ces étapes du rapprochement franco-allemand, qui n'ont aujourd'hui rien perdu de leur grandeur, nous les avons passées en revue lorsque nous avons célébré il y a quelques mois les cinquante ans du Traité de l'Élysée. Mais au delà de ces grandes dates anniversaire, deux choses me semblent très importantes pour nos deux pays: le fait que nous conservions la mémoire de nos acquis communs et la façon dont nous le faisons: il y a, par exemple, cette merveilleuse réalité qui veut que des générations entières d'Allemands entretiennent avec la France, ses habitants et les valeurs qu'elle incarne des liens presque familiaux. Ces Allemands ne se sont pas seulement fait des amis en France, c'est la France qui est devenue leur amie. De ces amitiés sont souvent nés des couples et des enfants qui sont attachés aux deux peuples. Pour beaucoup, le contact avec le voisin a été facilité par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse qui, depuis plus de cinquante ans, fait se rencontrer des jeunes des deux pays. Durant ces années, plus de huit millions de jeunes ont participé aux échanges. Plus de 2000 jumelages de villes, des centaines d'associations franco-allemandes et de partenariats scolaires et universitaires, la coopération transfrontalière, ARTE, notre chaîne de télévision commune, et l'Université franco-allemande—toutes ces réalisations forment un réseau de relations d'une densité, d'une vitalité et d'une solidité sans pareilles qui nous remplit de fierté et de joie.

«La réalité ne se forme que dans la mémoire.» Marcel Proust le savait et son œuvre en est le témoignage vivant. L'image que nous avons de nous-mêmes et ce que nous osons entreprendre est fonction de nos souvenirs, ils peuvent freiner notre élan ou nous donner des ailes. En ce qui me concerne, jamais je ne cesserai de considérer 1989 comme un trésor de notre mémoire nationale

Cette date prouve que les Allemands peuvent eux aussi faire la révolution! Cela dit, nous, Allemands, sommes aussi très bien placés pour savoir combien il est important de garder le souvenir des chapitres les plus noirs de notre histoire, d'analyser sincèrement notre culpabilité et d'assumer nos responsabilités. Je suis reconnaissant et touché de pouvoir me rendre demain, à vos côtés, Monsieur le Président, à Oradour-sur-Glane.

Dans une période riche de tensions comme actuellement, il est bon pour nos pays et nos relations que nous nous rendions compte de ce que nous avons réussi à bâtir ensemble en Europe et de ce qui mérite aujourd'hui d'être préservé et défendu à l'échelle mondiale: la démocratie et la primauté du droit, la fin de la guerre et de la violence comme moyen de règlement des conflits entre les peuples, et la suppression des frontières, la solidarité avec ceux qui ne peuvent pas s'en sortir par leurs propres moyens, ainsi que le refus du racisme et de la discrimination des minorités.

Mais je ne suis pas ici «à la recherche du temps perdu»... Assimiler le passé peut nous encourager. Néanmoins, pour pouvoir préserver les acquis, il nous faut faire face aux défis de notre temps et admettre les changements. À n'en pas douter, notre grand thème commun est et reste l'Europe. Comment pouvons-nous parvenir à surmonter économiquement et politiquement la crise actuelle? Comment l'Europe peut-elle sortir plus forte de la crise?

Il y a également d'autres questions qui préoccupent nos deux pays : comment nos entreprises peuvent-elles rester compétitives sur les marchés mondiaux face à une concurrence de plus en plus forte? Comment pouvons-nous préserver les acquis historiques de l'État social sans trop exiger de lui? Quel fardeau pouvons-nous imposer aux générations futures? Comment pouvons-nous garantir les fondements de l'éducation qui nous permettent de devenir des citoyennes et des citoyens mûrs et responsables?

Tous ceux qui sont dans cette salle savent combien ces tâches sont ambitieuses et exigeantes et combien leurs détails sont fragmentaires et controversés. Contrairement à ce que peuvent dire parfois les médias, ce sont d'ailleurs nos deux pays, la France et l'Allemagne, qui doivent s'y atteler. Chacun doit commencer par faire des réformes chez lui. À ce propos, les premiers progrès encourageants réalisés dans certains pays d'Europe montrent que les efforts sont récompensés.

Faire des réformes, c'est facile à dire. De nombreux adversaires, petits et grands, s'opposent au changement: la peur, la commodité, et aussi les habitudes et les modes de pensée profondément ancrés. Nous craignons de perdre quelque chose, sans comprendre ce que nous pourrions gagner en contrepartie. De ce point de vue également, je pense que nous pouvons puiser des forces dans nos réussites passées. Nous, Européens, avons tant de choses sur lesquelles bâtir: nos valeurs humaines, notre ouverture au monde et notre inventivité. Si nous sommes curieux de tout ce qui est nouveau, nous avons su aussi rester attachés à notre patrimoine culturel et à nos traditions. Tout cela constitue un attrait pour les habitants du monde entier.

Mesdames, Messieurs, peut-être devrions-nous être reconnaissants que la crise actuelle contraigne les Européens à regarder la réalité en face, à reconnaître ouvertement nos points faibles et à y remédier. Nous aspirons à voir notre Europe libre et pacifique, forte et progressiste, ouverte et compétitive, sociale et humaine continuer de jouer un rôle majeur dans l'organisation du monde de demain. Si nous voulons être à la hauteur de cette ambition, il va nous falloir être encore bien plus ouverts et prêts à tirer les meilleurs enseignements possibles et à apprendre des meilleurs en Europe, dans les domaines de la recherche, de l'innovation ou de la formation professionnelle des jeunes, pour ne mentionner que

quelques exemples. De plus, nous devons – et c’est précisément ce que nous enseigne la crise – respecter l’Europe en restant fidèlement attachés à nos engagements européens.

Nos points de vue sur des dossiers importants peuvent très bien diverger au départ. Comment pourrait-il en être autrement chez deux nations qui possèdent un passé et des trésors d’expériences et donc un caractère si différents? Et pourquoi nier que la recherche du bon chemin à suivre ensemble s’accompagne de « tensions amicales»? C’est précisément parce que nos pays défendent habituellement des positions différentes que leur coopération est précieuse, à condition que nous soyons prêts à trouver des compromis. Nous ne laissons pas les autres décider de nos divergences, aurait dit un jour François Mitterrand.

À partir du moment où nous étions parvenus à nous entendre, l’Europe a souvent pu progresser. Ces dernières décennies, cela nous a souvent aidés à nous sortir de situations difficiles. Et cela reste notre responsabilité au sein de l’Union européenne, précisément en ces temps de crise qui exigent avant tout la fiabilité et la confiance.

Souvenons-nous de la volonté inébranlable dont ont fait preuve les pères de la réconciliation franco-allemande et les pères fondateurs de l’Union européenne à une époque qui n’était pas moins tendue qu’aujourd’hui, une volonté dictée par la prise de conscience que nous ne pouvions assurer l’avenir de l’Europe qu’ensemble, et non les uns contre les autres. Aujourd’hui, nous pouvons formuler la réalité exactement dans les mêmes termes. C’est animés d’une volonté similaire que nous devrions aborder les grandes questions, qui d’ailleurs se posaient déjà aux pères fondateurs de l’Union européenne: dans quels domaines et comment pouvons-nous améliorer la coopération entre deux États souverains afin de parvenir à une véritable unification de l’Europe ? C’est cela qui devrait faire débat, mais un débat constructif!

Mesdames, Messieurs, nous pouvons passer la soirée à discuter, mais nous pouvons aussi oublier pendant un instant le quotidien et tout simplement célébrer notre amitié ! Car seule l’amitié, cette merveilleuse expression de la sympathie et de l’étroitesse des liens entre nos peuples peut nous permettre de réaliser nos espoirs et nos rêves.

Je vous invite à lever votre verre avec moi à la santé du Président François Hollande et de Madame Trierweiler, à l’entente franco-allemande et à nos efforts communs pour une Europe prospère et un monde pacifique!